

**Société anonyme pour la fabrication de cylindres de laminoirs Société anonyme pour la construction de cylindres, laminoirs et aciéries**

**Etablissements Delattre et Fouard réunis**  
**Société Delattre-Levivier - Compagnie financière Delattre-Levivier**

La Société anonyme pour la fabrication de cylindres de laminoirs a été constituée en janvier 1911 à Nancy sous l'égide de métallurgistes lorrains, de part et d'autre de la frontière d'après 1870 : la Société Jules Munier et Cie (1), constructeur à Fouard et la Lothringer Walzengiesserei Actiengesellschaft à Busendorf (2) en Lorraine allemande. Etaient également intéressés à l'affaire d'autres industriels de l'Est (Les Hauts-fourneaux et fonderies de Pont-à-Mousson ; Emile Ferry-Capitain, maître des forges à Bussy (3) et du Nord (Etablissements Delattre à Ferrière-la-Grande (4) et forges et fonderies de Sougland. (5) Il s'agit de répondre aux besoins de laminoirs dont ont alors besoin les aciéries françaises.

L'entreprise se développe rapidement sous l'impulsion de son administrateur-directeur, Jules Puech, jusque là ingénieur à Maubeuge, dont la personnalité la marquera longtemps. Dès 1912 l'usine installée à Frouard est mise en marche et des logements d'ouvriers construits alentour.

Limitée d'abord à l'usinage de cylindres de laminoirs livrés bruts par Bouzonville, elle assure ensuite la fabrication complète et jusqu'en 1914 achète la fonte aux hauts-fourneaux allemands et revend les cylindres aux usines françaises. Cependant la rareté des fontes spéciales l'incite à l'intéresser en 1913 à la création de la Société des hauts-fourneaux de Rouen.(6)

---

(1) siège 23-25 et 29 rue l'Abbé Grégoire à Nancy (Meurthe-et-Moselle).

Voir arch. Nat. 65 AQ M 863

(2) en français Bouzonville (Moselle)

(3) Commune de Vecqueville (Haute-Marne) - Ferry-Capitain et Cie, voir arch. Nat. 65 AQ K 621

(4) Nord

(5) Sougland-Saint-Michel (Aisne)

(6) avec le concours de la Société de Micheville et de la Compagnie de la Marine-Homécourt, avec lesquelles elle a des administrateurs communs. Voir arch. Nat. 65 AQ K 481.

La guerre de 1914 bouleverse complètement l'activité de l'entreprise, en la coupant de ses administrateurs et fournisseurs allemands et en l'orientant vers la fabrication d'obus.

En 1917 on commence à préparer l'après-guerre : les aciéries françaises auront plus que jamais besoin de cylindres et lingotières mais certaines seront entièrement à reconstruire. A cette fin l'usine de Fouard s'agrandit et on achète celle, voisine, où les Etablissements Munier exerçaient leur activité de constructeur. La reconversion vers les activités est complétée par l'achat d'une fonderie près de Melun, à Dammarie-les-Lys (1) à MM. Limpens de Borman, Nuyts et Cazenave où on projette de transporter la fabrication des obus pour

repandre à Fouard l'activité traditionnelle. Dans ces conditions l'entreprise pourra envisager la construction et la fourniture d'usines complètes (hauts-fourneaux, aciéries, laminiers), ce que manifeste la nouvelle raison sociale : Société anonyme pour la construction de cylindres, laminiers et aciéries. Les bureaux sont installés à Paris quoique le siège social soit maintenu à Fouard.

L'armistice survient avant la réalisation effective de ce programme et l'achèvement de l'usine de Dammarie. La guerre laisse dans les pays qui ont été envahis plus de 100 sucreries qui sont entièrement à reconstruire. Le projet de construction d'une sucrerie dans la région de Melun provoque une modification du programme initial et la spécialisation de l'usine de Dammarie dans ce type de construction.

La reconquête de la Lorraine pose également le problème de l'usine de Bouzonville qui se trouve désormais en France et que la société s'empresse d'acquérir pour ne pas la laisser à un concurrent. Elle a également acquis pendant la guerre les usines de Sougland (2) et Pas-Bayard (3) de la Société en commandite Pinard et Cie spécialisée dans la fabrication d'appareils de chauffage et de cuisine en fonte et de fontes bâtiment, qui, après 4 ans d'occupation, sont entièrement à reconstituer. En même temps la société abandonne la construction de machines outils et à imprimer qu'elle abandonne la construction de machines outils et à imprimer qu'elle avait acquise en 1917 des usines Derriey (4) et dont elle fait apport à la société de matériel d'imprimerie et machines-outils.

---

(1) Seine-et-Marne

(2) Commune Saint-Michel (Aisne)

(3) Commune Hirson (Aisne)

(4) Ateliers 79-85 avenue Philippe-Auguste à Paris.

Enfin, 1919 est l'année de l'achat des Usines Frantz-Meguain à Dilling (1) et des Etablissements Delattre dont les usines de mécanique et chaudronnerie de Ferrière-la-Grande constituent avec les fonderies de Sougland la division des usines du Nord. L'entreprise, devenue alors les Etablissements Delattre et Fouard réunis, est désormais un groupe industriel important, aux établissements nombreux et diversifiés, dont le siège est à Paris, rue de la Bienfaisance.

Le regain d'activité procuré par la reconstruction de l'immédiat après-guerre ne dure pas. Les fournisseurs, en particulier les hauts-fourneaux de Rouen, ne produisent plus une fonte d'aussi bonne qualité qu'avant guerre. Les sucreries reconstruites retardent leurs paiements, dans l'attente du règlement de leurs dommages de guerre et, surtout, on n'en construit pas de nouvelles, ce qui met l'usine de Dammarie dans une situation délicate. Les charpentes métalliques, plus lourdes que celles de la concurrence, ont peu de succès.

L'entreprise vit péniblement les années de l'entre-deux guerres en réduisant le nombre et les salaires de ses employés et ouvriers. En 1936 tous ses établissements, sauf Bouzonville, sont en grève jusqu'aux accords Matignon. En 1937 la société connaît de sérieuses difficultés. Il reste encore un certain nombre d'actions non libérées dont la libération devient extrêmement douteuse, ce qui provoque la protestation d'un groupe de petits porteurs.

La seconde guerre mondiale apporte un regain d'activité, avec, à nouveau, la fabrication d'obus tandis que l'usine de Sougland fabrique des poêles de troupe et de tranchées. Les usines de Bouzonville et Ferrière sont évacuées, puis Sougland qui est pillée en 1940. Dès 1941 l'activité reprend au ralenti à Dammarie avec les travaux de réfection

---

(1) . Exploitées par une filiale.

Des ponts et à Sougland avec les fours à carboniser pour la fabrication du charbon de bois. En 1944 Bouzonville est dévastée.

L'après-guerre rend manifeste la nécessité d'une réorganisation qui se réalise par la séparation et la filialisation des activités.

La rénovation de l'outillage de l'usine de Ferrière est une opération importante pour laquelle les Etablissements Delattre et Fouard s'associent à la société de construction mécanique Chavanne-Brun qui rencontre les mêmes problèmes dans son usine de Montbrison. Finalement la fabrication de cylindres de laminoirs est transférée de Ferrière à l'usine de Ruelle à Blanc-Pisseron (1) où la société de construction mécanique Chavanne-Brun possède des intérêts importants.

En 1951 l'usine de Sougland, dont la spécialisation est très différente du reste du groupe est constituée en SARL : Les fonderies de Sougland.

Cependant la reconstruction des usines sinistrées et surtout des moyens de levage des ports (Rouen et Marseille) assurent d'abord une activité convenable ainsi que la construction de grues pour le Pérou et la Colombie.(2) Mais ces commandes ne se renouvellent pas et en 1954 il devient difficile d'occuper tout le personnel.

La construction mécanique, confrontée au renouvellement technologique éprouve alors le besoin d'une restructuration. Les Etablissements Delattre et Fouard réunis prennent de nombreuses participations dans des sociétés diverses en association avec d'autres constructeurs pour l'exploitation de procédés nouveaux.(3) En 1963 ils concluent un traité d'apport-fusion avec les Etablissements Levivier. En 1965 l'activité industrielle fait l'objet d'apports, d'une part à la Société de construction mécanique Chavanne-Brun, d'autre part à la Société industrielle Delattre-Levivier. La société-mère qui subsiste en tant que Société financière Matériel de câblerie (4) et de la Société immobilière 107 Mission Marchand. (5) En 1970 la Société financière Delattre-Levivier,

---

(1) Nord. Chavanne-Brun transfère de même ses fabrications de Montbrison à Saint-Chamond. Voir arch. Nat. 65 AQ M 910.

(2) en association avec les Ets. Schneider et Alsthom

(3) en particulier dans la Société européenne de revêtement chimique (SEUREC) pour exploiter le procédé Konigen, proposé par le Général américain transportation corporation à un groupe d'industriels français à la tête desquels est la Société Cail (il s'agit d'un procédé de revêtement chimique au nickel des métaux pour le matériel destiné aux industriels pétrolière et chimique, concurrençant le procédé habituel de traitement électrolytique)

(4) Voir 174 AQ 14 à 20

(5) Voir 174 AQ 21 à 22 dont la SFAC (1) était le principal actionnaire est dissoute après apport-fusion

de son actif à Creusot-Loire.

On trouvera sous les cotes suivantes des archives nationales la documentation imprimée publiée par :

- La S.A. pour la fabrication des cylindres de laminoirs : 65 AQ M 193
- Les Etablissements Delattre et Fouard réunis : 65 AQ M 154
- Les Etablissements Levivier : 65 AQ M 627
- Delattre-Levivier : 65 AQ M 762 et 65 AQ Mma 64

---

(1) Société des forges et aciéries du Creusot. Voir Arch. Nat. 167 AQ

174 AQ 14 à 20

### **Le matériel de câblerie :**

La société "Le matériel de câblerie a été constituée le 30 novembre 1921. (1) Elle associait principalement un industriel rémois, Charles Roche, (2) à des industriels britanniques, William Oliver Larmuth, John Sidney Bensno et Harry Huson Vlies, pour l'exploitation dans les ateliers Roche des licences Larmuth pour la fabrication de machines de câblerie. Le bureau parisien de la société Benson et Vlies était chargé de la commercialisation de la production, de la direction technique et industrielle et de la comptabilité.

Les premières années montrent l'inadéquation de la formule choisie : la fabrication, éloignée de la direction, est mal surveillée ; les Etablissements Roche satisfont en premier leur propre clientèle et il est plus difficile de trouver de la main-d'œuvre spécialisée à Reims qu'en région parisienne. On décide donc d'installer un atelier pour la fabrication des machines légères ou délicates qui assurera également la formation des monteurs pour la mise en service des machines chez la clientèle. Le reste de la production sera confié à un constructeur. En 1924 la société acquiert un atelier à Courbevoie (Hauts-de-Seine), rue du Metz, qui appartenait aux automobiles Le Gui. (3)

La modicité de ces moyens n'est pas en rapport avec l'extension que prennent les affaires. Dès 1928-1929 il n'est plus possible de travailler simplement avec un chef d'atelier dirigé par l'administrateur délégué qui ne peut suffir seul à des tâches administratives également croissantes. La modestie de la conception initiale de l'entreprise. Dès 1930 la Société Benson et Vlies ferme son bureau de Paris et Le matériel de câblerie doit installer ses propres bureaux. Le siège social est transféré à Courbevoie.

Les commandes affluent mais il est difficile de les satisfaire en raison de la pénurie des matières premières et de l'insuffisance des moyens : certains ouvriers quittent l'entreprise parce que, faute de moyens de levage, le travail y est trop dur. Le capital initial est alors complètement engagé. On envisage une augmentation de capital qui ne suffit pas et il faut contracter un emprunt de 500 000 francs auprès du Crédit national.

---

(1) Capital : 250 000 francs, siège social 54 rue Saint-Lazare, Paris 8<sup>ème</sup>

(2) Les fils de Roche-Froment

(3) Société en commandite Le Gui-E. Nicolas et Cie, alors en liquidation.

La crise économique et le ralentissement du rythme des commandes arrêtent brutalement ce développement. En 1931 la faillite du banquier de la société, la banque Chapuis (1) ébranle une situation déjà fragile. Les efforts pour introduire de nouvelles machines, l'acquisition de nouveaux brevets, les essais de machines textiles n'empêchent pas la réduction inexorable des commandes qui finissent par marquer complètement au cours de 1952. Le crédit national arrête son prêt à 450 000 francs.

Le nombre des employés a alors été considérablement réduit et toutes les tâches administratives reposent sur l'administrateur délégué, Paul Grippix, qui assure pratiquement seul la survie de l'entreprise. En 1934 on envisage de céder l'affaire : il ne présente aucun acquéreur.

Les entreprises concurrentes (Lepreux, Dubos) cessent leur activité : ce qui subsiste de clientèle s'adresse au Matériel de câblerie qui reste pratiquement le dernier constructeur de ce type de machines. Malgré la crise l'entreprise réussit à conserver un noyau d'ouvriers bien formés qui pourront assurer la reprise. Ceux-ci acceptent d'ailleurs un accord modéré en 1936 et les premiers congés payés révoltent en partie le problème de leur inoccupation. Les affaires reprennent rapidement à la rentrée bien que la réduction des moyens de l'entreprise pendant plusieurs années l'empêche de réaliser aussi vite qu'ils faudrait toutes les commandes qui se présentent. Le développement de l'électricité du téléphone donnent alors un nouveau débouché à l'industrie du câble

La seconde guerre mondiale survient au moment où l'entreprise connaît un certain essor, vite freiné par la mobilisation d'une grande partie du personnel puis l'impossibilité de trouver combustible et matières premières. Elle en obtient les années suivantes pour réaliser des commandes et sous-commandes allemandes en dépit de la suspicion que lui vaut l'importance de son actionnariat britannique.

La paix amène une reprise très rapide. Les machines du Matériel de câblerie sont utilisées par presque toutes les câbleries françaises Mais l'outillage doit être modernisé, le coût de la main-d'œuvre a doublé depuis 1940, les charges sociales et la prix des matières premières augmentent. En 1945 le Matériel de câblerie est imposé sur les affaires faites avec l'Allemagne pendant l'occupation.

---

(1) Société anonyme du Comptoir d'escompte de Reims. Banque Chapuis : voir Arch. Nat. 65 AQ A 835.

L'organisation de l'atelier et du bureau d'études sont insuffisantes dans un espace restreint où on ne peut même pas stocker les fers alors qu'il est difficile de s'approvisionner. Le capital excède à peine le chiffre d'affaires mensuel. Faute de place de pouvoir acheter des machines neuves, on n'en achète d'occasion. Ce ne sont pas des solutions d'attente, et même d'augmenter suffisamment la production de l'atelier pour atteindre un chiffre de ventes rentables : il faut recourir à la sous-traitance, ce qui augmente les frais généraux, allonge les délais et nuit à la qualité des fabrications.

Cette situation place le Matériel de câblerie en position de faiblesse face aux concurrents allemands et italiens dont les machines sont librement importées en France à partir de 1955. L'atelier de Courbevoie, situé dans les

périmètre d'aménagement du Rond-point de défense, ne peut être agrandi, il devient urgent d'en trouver un autre. La société n'a ni capital nécessaire pour cela, ni la possibilité de l'augmenter suffisamment.

En 1958 les Etablissements Delattre et Fouard prennent une participation importante dans l'entreprise et installent les fabrications du Matériel de câblerie dans leur usine de Dammarie-les-Lys (Seine-et-Marne) ; Mais les fabricants de câbles qui se sont équipés au cours des années précédentes de matériel moderne ne le financier de Delattre et Fouard.

Jusque là, le Matériel de câblerie avait toujours, même aux époques les plus critiques, cherché à améliorer des machines, étudié de nouveaux modèles et des machines "sur mesure" pour la satisfaction d'une clientèle diverses, ceci entraînait des frais considérables de recherche et de mise au point mais c'était aussi un facteur important de perfectionnement et de renouvellement. Les Etablissements Delattre et Fouard décident, pour limiter les frais, la réduction du nombre des modèles et renoncent à la construction toujours aléatoire de prototypes. Cette rationalisation ne donne pas les résultats escomptés.

Après la fermeture en 1965 de l'usine de Dammarie-les-Lys par la société-mère, devenue entre-temps Delattre-Levivier, le fonds de commerce est acheté par la Société Chevallier à Verneuil-sur-Avre (Eure), (1) puis le Matériel de câblerie fusionne avec Delattre-Levivier en 1966.

---

(1) par apport de la clientèle, du nom, de la marque, des brevets, licences et archives techniques à une nouvelle société également dénommée "Le Latériel de câblerie" dont l'autre fondateur est Chevallier S.A.

107 AQ 21-22

### **Société immobilière 107 Mission Marchand :**

La société immobilière 107 Mission Marchand a été constituée le 14 décembre 1960 à la suite de la scission de la société Les parfums d'Arys qui apportait son actif immobilier à la nouvelle société. Il s'agissait d'un ensemble de terrains et bâtiments couvrant une surface de 8180 m<sup>2</sup> sis 107 ) 121 boulevard de la Mission Marchand, 120 à 136 rue Danton, 13 à 15 rue du Père Cloarec et 43 à 45 rue des Fauvelles à Courbevoie (Hauts-de-Seine).

L'Etablissement public pour l'aménagement du Rond-point de la Défense (EPAD) (1) s'était porté acquéreur de ces immeubles dès 1961 mais en avait autorisé l'occupation provisoire à condition que l'occupant s'engage à accepter plus tard l'échange avec un terrain à Nanterre (Hauts-de-Seine).

En 1962 la Société immobilière 107 Mission Marchand achète le pavillon sis au 105 boulevard de la Mission Marchand qui était enclavé dans sa propriété.

Cette même année la société Delattre-Levivier (2) prend une participation importante dans la Société immobilière et transfère son siège social et ses bureaux à Courbevoie. Cette société et certaines de ses filiales occupent progressivement tout l'ensemble (en bureaux ou en logements loués au personnel) au fur et à mesure du départ des autres locataires (principalement les sociétés Colgate-Palmolive et Massiot-Philips) en 1964 et 1965.

La Société immobilière 107 Mission Marchand fusionne en 1966 avec la Compagnie financière Delattre-Levivier.

---

(1) Les archives de cet établissement public ont été versées aux Archives départementales des Hauts-de-Seine.

(2) Voir 174 AQ 1 à 13

**Société financière Delattre-Levivier :**

			Cote du microfilm
174 AQ 1	Procès-verbaux des assemblées générales	1911-1939	554 Mi 1
174 AQ 2	Procès-verbaux des assemblées générales	1940-1954	554 Mi 1
174 AQ 3	Procès-verbaux des assemblées générales	1955-1968	554 Mi 1
174 AQ 4	Procès-verbaux des assemblées générales	1969-1970	554 Mi 1
174 AQ 5	Société en commandite Ed. Delattre et Cie procès-verbaux de l'assemblée générale du 17 mars 1919		554 Mi 1
174 AQ 6	Procès-verbaux du Conseil d'administration	1911-1922	554 Mi 2
174 AQ 7	Procès-verbaux du Conseil d'administration	1923-1927	554 Mi 2
174 AQ 8	Procès-verbaux du Conseil d'administration	1927-1932	554 Mi 2
174 AQ 9	Procès-verbaux du Conseil d'administration	1932-1939	554 Mi 2
174 AQ 10	Procès-verbaux du Conseil d'administration	1939-1945	554 Mi 2
174 AQ 11	Procès-verbaux du Conseil d'administration	1946-1950	554 Mi 2
174 AQ 12	Procès-verbaux du Conseil d'administration	1950-1955	554 Mi 2
174 AQ 13	Procès-verbaux du Conseil d'administration	1968-1970	554 Mi 2

**Le matériel de câblerie :**

174 AQ 14	Procès-verbaux des assemblées générales	1921-1941	554 Mi 3
174 AQ 15	Procès-verbaux des assemblées générales	1941-1960	554 Mi 3
174 AQ 16	Procès-verbaux des assemblées générales	1960-1966	554 Mi 3
174 AQ 17	Procès-verbaux du Conseil d'administration	1921-1944	554 Mi 4
174 AQ 18	Procès-verbaux du Conseil d'administration	1944-1956	554 Mi 4
174 AQ 19	Procès-verbaux du Conseil d'administration	1957-1966	554 Mi 4
174 AQ 20	Procès-verbaux du comité de direction	1954-1958	554 Mi 4

**Société immobilière 107 Mission Marchand :**

174 AQ 21	Procès-verbaux des assemblées générales	1960-1966	544 Mi 4
174 AQ 22	Procès-verbaux du Conseil d'administration	1960-1966	554 Mi 4